



LOI DE PROGRAMMATION ÉNERGIE CLIMAT

100 % libres
...100 % vous !

La LPEC ne doit pas créer de nouvelles dépendances

Alors que la concertation lancée par le ministère de la transition énergétique sur la future loi de programmation énergie et climat (LPEC) a commencé, le gestionnaire du réseau RTE a mis en exergue les défis que représente une « *électrification accélérée* », alors que la Commission de Régulation de l'Énergie appelle à mobiliser la complémentarité des énergies pour réussir la décarbonation. RTE met ainsi en avant l'intérêt de « *sortir des énergies fossiles de manière structurelle et de se dégager des sources d'approvisionnement qui posent des problèmes géopolitiques* ».

Parce qu'elle est attachée à la capacité de la France et de l'Europe à maîtriser leurs destins énergétiques dans un monde de plus en plus marqué par la compétition géopolitique et économique, voire protectionniste, imposée par les États-Unis, la Russie et la Chine, la CFE Énergies salue la prise de conscience désormais partagée que les choix énergétiques doivent être guidés par les impératifs de souveraineté, de réduction des dépendances et in fine, d'autonomie stratégique et industrielle.

Pour autant, l'idée affichée selon laquelle « *l'éolien et le solaire sont les seuls vecteurs permettant d'électrifier de manière accélérée* » porte en elle le risque de la création de nouvelles dépendances énergétiques, au-delà des risques que le poids croissant de ces vecteurs renouvelables fait peser sur la stabilité du réseau électrique. Si ces installations d'énergies renouvelables produisent bien de l'énergie en Europe, elles utilisent des équipements et des ressources qui, eux, sont très majoritairement importés. Ce risque est à rebours du discours de ceux qui ont fait des énergies renouvelables les « *énergies de la liberté* » mais aussi de la volonté politique de réduire les dépendances aux importations après une pandémie et une guerre qui ont agi comme des révélateurs des dépendances extérieures de l'Europe.

Pour la CFE Énergies, la volonté de sortir d'une dépendance aux énergies fossiles importées ne doit en aucun cas conduire à créer de nouvelles dépendances géopolitiques. L'approche allemande consistant à remplacer le gaz russe par une dépendance au gaz de schiste américain et à l'hydrogène vert importé n'est pas la plus cohérente avec l'objectif européen d'autonomie stratégique.

Dans ce contexte, les alertes sur le risque de passer d'une dépendance aux énergies fossiles à celle des métaux et matériaux critiques du fait de l'avidité des nouvelles technologies bas carbone en ressources minérales doivent nourrir la réflexion du Gouvernement au moment où celui-ci finalise sa politique énergétique. Le défi est d'importance : l'Agence Internationale de l'Énergie estime qu'il faudra extraire plus de ressources minérales d'ici 2050 que depuis le début de l'humanité, et le BRGM prévoit des pénuries mondiales dès 2030 sur des matériaux comme le cuivre, le cobalt, le lithium, ou les métaux rares.

Qu'il s'agisse de l'éolien, du solaire ou de la mobilité électrique, les positions ultradominantes voire monopolistiques de la Chine dans l'accès aux ressources minérales de la transition bas carbone comme son leadership sur le marché des composants risquent donc de poser de graves problèmes de dépendance, au-delà du renchérissement du coût des énergies renouvelables lié aux tensions sur les marchés mondiaux des matières premières. Il ne faut pas non plus occulter les conflits d'usage avec une transition numérique elle-aussi très gourmande en métaux.

Dans ce contexte, et au nom de l'exigence d'autonomie stratégique, la CFE Énergies demande au Gouvernement d'analyser ses choix de politique énergétique au regard des risques du passage d'une dépendance aux énergies fossiles importées à une dépendance aux ressources minérales qui conduirait à de nouvelles dépendances géopolitiques.

Une transition énergétique souveraine suppose en effet de ne pas passer d'une dépendance au gaz russe à une dépendance aux métaux rares et équipements chinois, quelles que soient les ambitions d'une « *électrification accélérée* » et équilibrée.